

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

Plérin, le 29 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANDEFERT

7 Rue des Métiers
35730 PLEURTUIT

Code AIOT : 0005502222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement BRANDEFERT implanté LE HOUX 22980 LANGUÉDIAS. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDEFERT
- LE HOUX 22980 LANGUÉDIAS
- Code AIOT : 0005502222
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 19 octobre 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification du respect des dispositions de l'arrêté portant mise en demeure du 31 mai 2022 et de certaines prescriptions de l'arrêté du 19 octobre 2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2 | Dispositions arrêté préfectoral de mise | AP de Mise en Demeure du 31/05/2022, article 1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| | en demeure | | |
| 3 | Surveillance du périmètre autorisé | Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2.1. | Sans objet |
| 5 | Aménagements | Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.2.4. | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 31/05/2022, article 1 | Sans objet |
| 4 | Point de rejet | Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.6.2. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne permet pas de lever l'ensemble des dispositions de la mise en demeure dans l'attente de la réalisation des mesures de la situation acoustique.

De plus, l'inspection met en évidence des points de vigilance concernant le plan d'exploitation et la protection d'un bassin de décantation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2022, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure |
| Prescription contrôlée : La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LANGUEDIAS au lieu-dit « Le Houx », est mise en demeure sous un délai de trois mois, <ul style="list-style-type: none"> • de régulariser la situation administrative de l'activité de station de transit de matériaux soit : <ul style="list-style-type: none"> ◦ En déposant un dossier de demande de déclaration en Préfecture ; ◦ En cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-12-1 du Code de l'Environnement. |
| Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que le site dispose d'une station de transit de matériaux et que l'exploitant n'a pas effectué la demande d'antériorité pour cette activité. Post-inspection, l'exploitant a transmis la demande d'antériorité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2022, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure |
| Prescription contrôlée : La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LANGUEDIAS au lieu-dit « Le Houx », est mise en demeure sous un délai de trois mois, • de respecter l'article 4.7.3. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 modifié le 21 octobre 2015, à savoir la réalisation des mesures de la situation acoustique. |
| Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de la situation acoustique de l'installation. Sur cette carrière, il n'y a plus d'extraction mais un atelier de sciage est en activité, les mesures de bruit doivent être représentatives de l'ensemble des activités. Post-inspection, l'exploitant a présenté un devis pour la réalisation de mesures acoustiques qui se dérouleront en période diurne et nocturne au cours des semaines 5 et 6. A l'issue de ces mesures, l'exploitant doit transmettre le rapport de la situation acoustique à l'Inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 3 : Surveillance du périmètre autorisé

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du périmètre autorisé |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; • les bords de la fouille ; • la position des stocks ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le réseau de circulation des eaux ; • les zones remises en état. |
| Constats : Lors de l'inspection, le plan d'exploitation n'a pas pu être fourni. Post-inspection, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation pour 2023, cependant les cotes d'altitudes ne sont pas précisées. L'exploitant doit établir un plan d'exploitation précisant les cotes d'altitudes des points significatifs. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 4 : Point de rejet

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.6.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet |
| Prescription contrôlée : Le point de rejet est unique, facilement accessible et clairement repéré. Le point de rejet est équipé d'un système permettant de le bloquer en cas de pollution. Le point de rejet est équipé d'un dispositif de séparation des hydrocarbures. |
| Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que les eaux sont stockées en fond de fouille et circulent en circuit fermé pour les besoins de l'atelier de sciage. L'exploitant précise que le point de rejet est supprimé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Aménagements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.2.4. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements |
| Prescription contrôlée : Une signalisation adaptée ainsi qu'une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) sont placés autour des zones dangereuses. |
| Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que le bassin de décantation des eaux issues de l'atelier de sciage n'est pas protégé. L'exploitant doit mettre en place une signalisation adaptée ainsi qu'une clôture solide autour de ce bassin. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |